#2 2017

info

CEB
COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

MAGAZINE TRIMESTRIEL DE LA BANQUE DE DÉVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE



Focus...

Dire 'oui' aux petites entreprises

Page 08

Exclusif
Info revient sur la Réunion Commune annuelle
Page 05

Actualités
Dernières informations sur la CEB
Page 04

Zoom sur...
Obligations sociales : une nouvelle approche du financement de projets
Page 14

L'entretien
À la rencontre de la Vice-Gouverneur Stratégie de Développement Social de la CEB
Page 16

Cher lecteur,



Ce numéro de CEB *Info* est consacré aux micros, petites et moyennes entreprises (TPE/PME). En créant de l'emploi et en favorisant un marché du travail inclusif, ce qui renforce en définitive la cohésion sociale, elles sont un moteur de la vitalité économique. L'Assemblée générale des Nations Unies a du reste proclamé le 27 juin "Journée des micro-, petites et moyennes entreprises", en reconnaissance de leur rôle éminent.

Très répandues en Europe, les TPE/PME représentent ainsi 99 % de l'ensemble des entreprises de l'Union européenne. Pourtant, nombre d'entre elles se disent freinées dans leur croissance faute, en particulier, d'un accès suffisant au financement.

C'est pourquoi la CEB a fait du soutien aux TPE/PME l'un de ses domaines d'action prioritaires, à hauteur de plus de 6,5 milliards d'euros approuvés lors de la décennie écoulée pour le financement de ces TPE/PME, dans 27 pays.

La microfinance est notamment un instrument permettant d'améliorer de manière significative les perspectives d'emploi des personnes qui lancent leur activité. La CEB collabore depuis des années avec des établissements de microcrédit afin de permettre aux entrepreneurs indépendants, y compris ceux issus de franges de la population socialement défavorisées, de financer leurs investissements. Je me félicite de voir que notre Plan de développement pour la période 2017-2019 prévoit de renforcer notre action dans ce domaine.

Vous trouverez également dans ce numéro des informations sur l'obligation d'inclusion sociale que nous avons émise en avril. Le marché des obligations sociales ou durables, qui répond à la demande d'investisseurs socialement responsables, constitue un segment en expansion des marchés financiers.

J'espère au total que vous apprécierez la lecture de ce nouveau numéro du magazine trimestriel de la CEB.

Rolf Wenzel,
Gouverneur, CEB



info Info est un magazine de la CEB (Banque de Développement du Conseil de l'Europe), réalisé avec l'aide de Blackwood-weareblackwood.com

CEB
Rédacteur en chef: Jelica Vesic
Email: Jelica.VESIC@coebank.org
Conseiller: Jérôme Halb
Editorial committee: Milan Bastovanovic; Letizia Bertrand; Matthias Bauer; Monica Brezzi; Katherine Delikoura; Tony Fernández Arias; Bojana Gajic; Rachel Meghir; Jacques Mirante-Péré; Lana Paukovic; Alexandra Pulsmeyer; Sylvie Vialle; Arnaud Violette

e-mail: info@coebank.org

Blackwood
Auteur: Sally Motson
Directeur artistique: Andy Ritchie

Crédits photos: Toutes les images sont la propriété du titulaire du droit d'auteur individuel, sauf indication contraire. Reproduit par la CEB de bonne foi.

CEB
COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

55 avenue Kléber
FR-75116 PARIS
Tel: +33 (0) 47 55 55 00
Fax: +33 (0) 47 55 03 38
www.coebank.org

À propos de la CEB

Fondée en 1956, la CEB (Banque de Développement du Conseil de l'Europe) compte 41 États membres. En tant qu'instrument majeur de la politique de solidarité en Europe, la Banque finance des projets sociaux en mettant à leur disposition des ressources levées dans des conditions reflétant la qualité de sa notation. Elle accorde des prêts à ses États membres, à des établissements financiers et à des autorités locales pour le financement de projets dans le secteur social, conformément à son Statut.

Sommaire



Actualités
Toute l'actuaité de la CEB, des visites officielles du Gouverneur à la Réunion Commune à Chypre
Page 04

Prêts de la CEB
Les derniers prêts en date approuvés par la Banque
Page 06

Microfinance
Créer des opportunités pour les entrepreneurs issus de certains des groupes les plus défavorisés d'Europe
Page 08



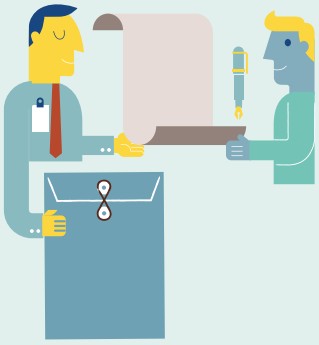
Contribuer à la croissance des TPE/PME italiennes
Cassa Depositi e Prestiti (CDP) aide les entreprises italiennes en finançant les micros, petites et moyennes entreprises (TPE/PME)
Page 11

Petite entreprise, grand potentiel
Pourquoi les TPE/PME sont indispensables à la croissance et à la stabilité en Europe, et comment la CEB les soutient
Page 12

Obligation d'inclusion sociale
De nouvelles modalités innovantes de financement de projets promues par la CEB
Page 14

Entretien
CEB Info s'est entretenu avec Rosa María Sánchez-Yebra Alonso, Vice-Gouverneur Stratégie de Développement Social de la CEB
Page 16

Événements et publications
Evénements prévus cet été et dernières publications de la CEB.
Page 17



Infographique
Le soutien de la CEB aux TPE/PME en bref.
Pages 18-19

EN SAVOIR PLUS EN LIGNE **www.coebank.org**

LA CEB S'ASSOCIE À UNE INITIATIVE PHARE SUR LE CLIMAT

La CEB a adopté les cinq Principes volontaires d'intégration de l'action pour le climat, une initiative mondiale lancée par des institutions financières internationales de premier plan. Ces principes, convenus en avril, mettent en avant des approches concrètes et opérationnelles pour placer le climat au cœur des activités d'investissement et de conseil des institutions financières. La CEB rejoint une coalition forte de 30 organisations, en tant que membre du groupe des banques multilatérales de développement.



Gouverneur Wenzel et Michael Kiesewetter, Président du Directoire au siège de NBank

FINANCEMENT DU LOGEMENT SOCIAL EN ALLEMAGNE

Le 4 mai, le Gouverneur Wenzel a signé un accord de prêt de € 72 millions avec la banque Investitions- und Förderbank Niedersachsen (NBank) en faveur d'un programme de logement social pour les habitants à bas revenus du land de Basse-Saxe. Celui-ci a accueilli un grand nombre de réfugiés depuis 2015 et a fait du développement de logements abordables à destination des ménages à bas revenus une priorité.

EMISSION GLOBALE DE RÉFÉRENCE DE USD 1 MILLIARD

Le 10 mai, la CEB a lancé avec succès une nouvelle émission globale de référence à deux ans pour un montant de USD 1 milliard par l'intermédiaire de BNPP, Morgan Stanley, Nomura et SG CIB.

La demande solide et la qualité des carnets d'ordre a permis au spread d'être fixé à 6 points de base en dessous du taux mid-swap, l'intérêt des investisseurs s'élevant à plus de USD 1,5 milliard. À la clôture, 34 comptes avaient participé à l'opération.

Le prix de cette transaction a été fixé avec un coupon semestriel de 1,500%, à 6 points de base en dessous du taux mid-swap, soit à +19,75 points de base par rapport aux bons du Trésor américain à deux ans.



Claes Ramel, Kent Andersson, Ola Nyberg, Jan-Åke Troedsson, Rolf Wenzel

Visites officielles du Gouverneur

Ces derniers mois, le Gouverneur de la CEB Rolf Wenzel s'est déplacé en visite officielle dans plusieurs États membres de la Banque.

Il était en avril en Roumanie, qui a rejoint la CEB en 1996 et dont 30 projets ont bénéficié des prêts de la Banque, pour un montant de € 1,7 milliard.

En visite en Suède au mois de mai, M. Wenzel a rencontré Karolina Ekholm, Secrétaire d'État auprès de la Ministre des Finances, pour aborder différents sujets, notamment la poursuite de l'intégration sociale des migrants et des réfugiés. Il a, à cette occasion, signé un accord de prêt de € 160 millions avec la ville de Malmö pour financer la rénovation et la construction d'installations éducatives.

Début juin, M. Wenzel s'est rendu en Pologne pour y rencontrer des représentants gouvernementaux et signer un accord de prêt de € 100 millions destiné à soutenir les micros, petites et moyennes entreprises (TPE/PME).

http://www.coebank.org/en/news-and-publications/news



Le Gouverneur Wenzel (troisième en partant de la gauche) participe à la table ronde

Le Gouverneur souligne le rôle de la CEB dans la promotion de l'inclusion sociale

Le Gouverneur Wenzel a participé au Forum du Partenariat Global pour l'Inclusion Financière, qui s'est tenu à Berlin les 2 et 3 mai dans le contexte de la présidence allemande du G20.

Intervenant lors d'une réunion-débat sur "l'inclusion financière des personnes déplacées de force", il a présenté l'action menée par la CEB dans le domaine de l'inclusion sociale et financière pour soutenir les migrants, les réfugiés et les personnes déplacées. "Intégration sociale et inclusion financière vont de pair ; [à cet égard,] l'accès au marché du travail, aux services de base ainsi qu'à la formation professionnelle ou au renforcement des qualifications, demeure primordial", a-t-il déclaré.

http://coebank.org/fr/news-and-publications/news/

PAGE 16 INFO S'ENTRETIENT AVEC LA VICE-GOUVERNEUR, ROSA SÁNCHEZ-YEBRA ALONSO


Délégués lors de la réunion à Nicosie

La CEB a tenu sa Réunion Commune à Chypre

Nicosie – La Banque de Développement du Conseil de l'Europe (CEB) a tenu sa 52ème Réunion Commune annuelle à Nicosie le 16 juin, à l'invitation du gouvernement chypriote. Cet événement a réuni les membres du Conseil de direction, du Conseil d'administration de la Banque et le management de la CEB.

Le Président de la République de Chypre, M. Nikos Anastasiades, dans son allocution d'ouverture a souligné la longue et étroite relation entre Chypre et la CEB. Sont également intervenus au cours de cette réunion M. Dominique Lamiot, Président du Conseil de direction de la CEB, M. Joseph Licari, Président du Conseil d'administration de la CEB, et M. Rolf Wenzel, Gouverneur de la CEB. Une déclaration de la Directrice Générale de la démocratie au Conseil de l'Europe, Mme Snezana Samardzić-Marković, a également été lue.

Le Président Anastasiades a déclaré que la CEB et Chypre avaient un partenariat solide et qu'au fil des années la Banque avait assisté Chypre à faire face à plusieurs défis sociaux. Il a également souligné qu'en cas de réunification de l'île la CEB pourrait jouer un rôle important en apportant son soutien aux projets d'infrastructures publiques.

Le Gouverneur Wenzel a informé les membres des Conseils de direction et d'administration des développements récents concernant l'activité financière et de prêt de la Banque. Il a également déclaré que les évolutions actuelles en Europe ne cessaient de nous rappeler l'importance de notre travail en tant que banque de développement. « En assistant nos pays membres à aborder de front les problèmes des groupes de population parmi les plus vulnérables nous contribuons à la promotion de la croissance inclusive et au renforcement de la cohésion sociale en Europe, » a-t-il souligné.

Dans l'après-midi, se sont tenues la 303ème réunion du Conseil d'administration de la CEB et la 217ème réunion du Conseil de direction. Le Conseil de direction a réélu l'Ambassadeur Miroslav Papa de la Croatie en tant que Vice-Président du Conseil. Le Conseil d'administration a approuvé dix nouveaux projets sociaux d'une valeur totale de 810 millions d'euros et a examiné plusieurs questions stratégiques et politiques.

Le samedi 17 juin, les participants de la Réunion Commune ont visité des projets financés par la CEB dans le secteur de l'éducation, notamment l'Université de Chypre et une école primaire à Limassol.

À l'Université de Chypre le Gouverneur Wenzel et le recteur de l'Université, le Professeur Constantinos Christofides, en présence du Ministre des Finances M. Harris Georgiades, ont signé un accord pour le premier déboursement d'un prêt de 32 millions d'euros accordé par la CEB afin de soutenir l'expansion du campus d'Athalassa.


Gouverneur Wenzel et le Président de la République de Chypre

La Vice-Gouverneur en visite au Monténégro

La Vice-Gouverneur Stratégie de Développement Social, Rosa María Sánchez-Yebra Alonso, était au Monténégro en mai pour l'inauguration d'un chantier de construction de 51 appartements à Konik, près de Podgorica. Ce projet a fait partie des thèmes abordés avec le Ministre Purišić au cours de son déplacement.

La visite de la Vice-Gouverneur a également inclus une rencontre avec le Ministre du Développement durable et du Tourisme Pavle Radulović, pour évoquer les initiatives en faveur du logement social. Entre 2011 et 2016, quelque 800 foyers monténégrins ont vu leurs difficultés à se loger de manière pérenne résolues grâce à deux prêts de la CEB, d'un montant total de 20 millions d'euros ; des discussions portant sur un troisième prêt de 10 millions d'euros sont en cours.



Lors de la dernière réunion annuelle de la CEB, en juin, dix nouveaux prêts ont été approuvés, pour un total de plus de €800 millions.

Derniers prêts approuvés par la CEB

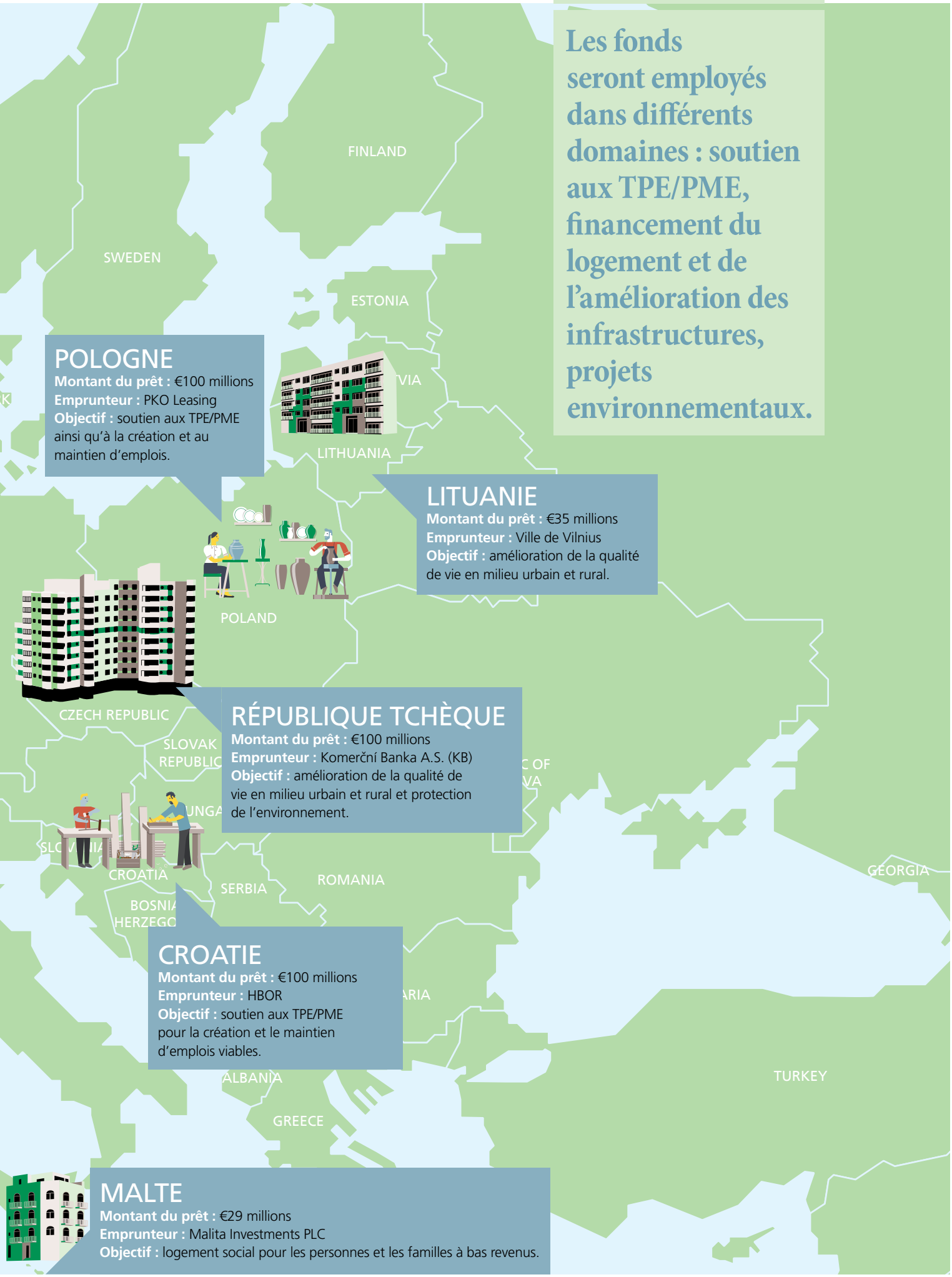
ISLANDE
Montant du prêt : €10 millions
Emprunteur : Municipality Credit Iceland
Objectif : amélioration du logement en milieu urbain et rural ; soutien à des projets liés à la protection de l'environnement.

PAYS-BAS
Montant du prêt : €50 millions
Emprunteur : Fund for Sustainable Foundation Rehabilitation
Objectif : projets soutenant la protection de l'environnement.

PAYS-BAS
Montant du prêt : €16,6 millions
Emprunteur : Qredits
Objectif : Financement des TPM/PME pour la création et le maintien d'emplois.

ESPAGNE
Montant du prêt : €300 millions
Emprunteur : Instituto de Crédito Oficial
Objectif : financement des TPE/PME pour la création d'emplois et le maintien de ceux existants.
Montant du prêt : €69 millions
Emprunteur : Sociedad de Infraestructuras y Medio Ambiente de Castilla y León S.A.
Objectif : amélioration de la qualité de vie en milieu urbain et rural ; soutien à des projets liés à la protection de l'environnement.

Les fonds seront employés dans différents domaines : soutien aux TPE/PME, financement du logement et de l'amélioration des infrastructures, projets environnementaux.



POLOGNE

Montant du prêt : €100 millions
Emprunteur : PKO Leasing
Objectif : soutien aux TPE/PME ainsi qu'à la création et au maintien d'emplois.

LITUANIE

Montant du prêt : €35 millions
Emprunteur : Ville de Vilnius
Objectif : amélioration de la qualité de vie en milieu urbain et rural.

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Montant du prêt : €100 millions
Emprunteur : Komerční Banka A.S. (KB)
Objectif : amélioration de la qualité de vie en milieu urbain et rural et protection de l'environnement.

CROATIE

Montant du prêt : €100 millions
Emprunteur : HBOR
Objectif : soutien aux TPE/PME pour la création et le maintien d'emplois viables.

MALTE

Montant du prêt : €29 millions
Emprunteur : Malita Investments PLC
Objectif : logement social pour les personnes et les familles à bas revenus.

Créer des opportunités. Soutenir l'inclusion

Ce numéro de CEB Info est consacré en particulier aux micros, petites et moyennes entreprises (TPE/PME) et à leur rôle dans le renforcement de la cohésion, la création d'emplois et l'amélioration des opportunités dans les États membres de la Banque. La microfinance est essentielle à la réussite de milliers de très petites entreprises ; au cours des dix dernières années, la CEB a accordé des prêts pour plusieurs millions d'euros à des fournisseurs de microcrédit.



Un prêt de MicroBank a permis à Edgar Hazas et Ángeles García de créer Laboratorios Edyma

Qu'est-ce que la microfinance ?

L'Union européenne définit un microfinancement comme un microcrédit, ou un prêt, plafonné à € 25 000. Dans nombre d'États membres de la CEB, la microfinance offre une seconde chance aux chômeurs et ouvre les portes de l'entrepreneuriat à certaines franges de la population parmi les plus défavorisées d'Europe, notamment les jeunes, les réfugiés et les personnes issues de l'immigration.

Pour la CEB, offrir des opportunités professionnelles et économiques durables pour les migrants, les réfugiés et d'autres groupes de population vulnérables permet de renforcer la cohésion et de lutter contre les inégalités, l'exclusion et la marginalisation. La Banque est consciente du rôle crucial joué par la microfinance dans la promotion de l'inclusion sur le marché du travail et accorde depuis de nombreuses années des financements aux institutions de microcrédit ou aux banques proposant des lignes de crédit spéciales pour les catégories de population défavorisées.

Le rôle de la CEB dans le microfinancement

Depuis 2008, la CEB a approuvé huit prêts à destination de fournisseurs de microcrédit de cinq pays, pour un montant supérieur à € 300 millions.

En Espagne, la Banque a accordé près de € 300 millions à MicroBank, la seule banque du pays spécialisée dans la microfinance. Elle y a ajouté en janvier 2017 un prêt de € 100 millions destiné à soutenir une initiative ambitieuse et à visée résolument sociale conçue pour promouvoir l'entrepreneuriat, favoriser la croissance économique, créer des emplois et aider les individus ainsi que leur famille à surmonter les difficultés financières temporaires et à accéder au système bancaire formel.

"L'aide financière considérable accordée par la CEB entre 2008 et 2011, alors que la prime de risque du système financier espagnol atteignait des records, a joué un rôle fondamental dans la pérennité de notre activité et nous a permis de nous développer tout en proposant à nos clients des conditions extrêmement concurrentielles," résume un porte-parole de MicroBank.

En Italie, touchée par des difficultés économiques similaires, la CEB a apporté son soutien à PerMicro au moyen d'un prêt de € 6 millions approuvé en 2013. Créée en 2007, PerMicro cherche à promouvoir l'inclusion financière en faveur des personnes exclues du système bancaire faute de garanties ou antécédents de crédit, ou simplement parce qu'elles se trouvent dans une situation professionnelle précaire. Aujourd'hui, PerMicro opère dans tout le pays en associant à sa démarche de gestion commerciale des objectifs sociaux.





Vardan Babayan, Arménien, a créé son propre café grâce au financement de PerMicro

EN BREF

38%
des clients de MicroBank ont moins de 35 ans.

50%
des clients de Per Micro ont moins de 35 ans, et 59% sont issus de l'immigration.

Créer des opportunités pour les jeunes

Malgré la reprise qui a fait suite à la crise économique, le chômage chronique des jeunes continue de sévir en Europe et compromet les perspectives économiques et sociétales de toute une génération.

L'entrepreneuriat peut constituer une arme puissante contre le chômage, mais les difficultés d'accès aux financements sont un obstacle majeur pour les futurs entrepreneurs. Les jeunes sont désavantagés : leurs économies personnelles et leurs antécédents de crédit sont limités, et il leur est par conséquent difficile d'obtenir un financement externe.

Une source de financement vitale pour les réfugiés et les migrants

Le secteur de la microfinance répond aux besoins des personnes issues de l'immigration qui n'ont pas accès au système bancaire traditionnel. Rarement en mesure de satisfaire aux exigences bancaires, ces clients se tournent vers le microcrédit, qui est pour ainsi dire la seule source de financement disponible dans leur cas.

Vardan Babayan a fui l'Arménie à une époque où le pays était en proie aux conflits internes. Il est passé par la Russie, l'Ukraine et l'Autriche avant d'arriver en

suite à la page 10

"L'aide financière considérable accordée par la CEB...a joué un rôle fondamental dans la pérennité de notre activité."

"Se jeter à l'eau"

Après avoir terminé leurs études de biologie, Edgar Hazas et Ángeles García n'ont pas réussi à trouver un emploi. Ce cas n'est pas rare dans leur Espagne natale (mais aussi dans de nombreux autres pays d'Europe), où le taux de chômage des jeunes s'élève à 46%. Edgar et Ángeles se sont donc résolus à créer leur propre entreprise. Armés seulement d'une idée, ils ont déposé une demande de microcrédit à hauteur de € 25 000 auprès de MicroBank et ont créé Laboratorios Edyma, un centre de biotechnologie spécialisé dans la sécurité alimentaire et la culture *in vitro*. Trois ans plus tard, leur société travaille au service des petites et moyennes entreprises du secteur agroalimentaire et est devenue une référence en Europe.

"Tout le monde nous disait que nous étions fous de créer une entreprise et de contracter un prêt à notre âge, mais nous avions foi en notre projet et nous nous sommes donc jetés à l'eau", explique Edgar.

Parler la langue de l'entrepreneur

"J'ai toujours voulu créer ma propre entreprise, mais je n'étais pas sûre d'y parvenir un jour", déclare Rosa López, fondatrice de l'école de langue Schwa Language Academy et également cliente de MicroBank. La jeune femme a présenté son idée à MicroBank, qui l'a conseillée sur la concrétisation de son projet et lui a accordé un prêt de € 16 000 pour lancer son activité.

"Lorsque vous venez d'obtenir votre diplôme, vous n'avez ni argent, ni moyens pour créer une affaire. Vous avez besoin d'aide", déclare Rosa. En deux ans seulement, son projet a décollé : de trois personnes à son lancement, l'équipe de l'école en compte désormais huit, et une deuxième école à Sineu est venue s'ajouter à celle de Capdepera.



En Espagne, MicroBank, emprunteur auprès de la CEB, facilité l'accès des jeunes entrepreneurs au financement

suite de la page 9

Italie en 2012. Après avoir essuyé les refus des banques locales et cherché du travail pendant un an à Florence, sans succès, il a fini par trouver PerMicro. Grâce à un microcrédit professionnel, il a ouvert "Ararat Le Bracerie", un café servant des spécialités arméniennes.

"C'était ma chance d'ouvrir un petit coin d'Arménie en Italie et de me sentir chez moi", raconte-t-il. "Je n'avais pas d'autre option, aucun plan de secours."

Doper l'emploi et l'employabilité

La microfinance renferme un grand potentiel en matière de création et de maintien d'emplois.

- Au cours des dix dernières années, les microcrédits accordés par MicroBank ont contribué à la création de 185 000 postes.
- 125 000 entrepreneurs ont bénéficié d'un microcrédit, dont une grande partie exerce une activité indépendante.
- 69% des clients de MicroBank affirment qu'ils n'auraient pas pu mettre leur projet en œuvre avec leurs seules ressources.

Les répercussions de la microfinance vont même au-delà, en contribuant à améliorer l'employabilité.

- Selon MicroBank, 29% des entrepreneurs qui sont aujourd'hui salariés pensent que leur expérience de créateur d'entreprise les a aidés à obtenir leur poste.
- Par ailleurs, 14% des chômeurs envisagent de créer leur propre entreprise.

Des avantages considérables

Selon PerMicro, ses microcrédits ont permis à 500 entrepreneurs et 1 600 familles n'ayant pas les garanties requises de trouver une source de financement en l'espace de six ans.

L'accès au système financier formel va de pair avec l'intégration, car l'inclusion financière est une condition indispensable à l'inclusion sociale, non seulement pour les migrants et les jeunes, mais pour tous les membres de la société.

"Il est important de souligner les répercussions positives des microcrédits professionnels pour l'administration publique italienne, précise Andrea Limone, PDG de PerMicro, notamment l'augmentation des recettes de l'État et la baisse des dépenses publiques à hauteur respectivement de € 12 millions et de € 3 millions chaque année."

Un tremplin pour les pays cibles

La microfinance exerce un attrait croissant dans certains pays cibles de la CEB, confrontés à des taux de chômage élevés et à des systèmes de crédit rigides et coûteux. Dans de telles conditions, seules quelques rares sociétés existantes, et pour ainsi dire aucune jeune pousse, sont en mesure de contracter un prêt aux taux d'intérêt du marché.



Les fonds de la CEB permettent aux clients de Mikrofin, dont beaucoup vivent et travaillent dans des zones rurales éloignées, un accès au financement

Les TPE/PME, espoir de croissance en Bosnie-Herzégovine

En 2015, la CEB a accordé un prêt de € 2,5 millions à Mikrofin, leader régional dans le domaine de la microfinance possédant des succursales dans toute la Bosnie-Herzégovine. Dans ce pays, où le taux de chômage avoisine les 30%, l'espoir d'une croissance économique est centré sur les secteurs des micro et petites entreprises qui peuvent trouver des marchés de niche, évoluer vers une stratégie de substitution aux importations eLes fonds de la CEB permettent aux clients de Mikrofin, dont beaucoup vivent et travaillent dans des zones rurales isolées, de pouvoir financer leur fonds de roulement, d'acquérir des actifs immobilisés productifs et de construire ou d'agrandir leurs locaux commerciaux. Un tiers des clients de la banque sont des femmes.

"Ce prêt va permettre à Mikrofin d'octroyer, en Bosnie-Herzégovine, des centaines de micro-prêts à des clients non "bancables" et de les aider à maintenir ou à améliorer leurs activités commerciales ainsi que le niveau de vie de leur famille", a déclaré Mladen Bosnic, le PDG de Mikrofin.

Soutien aux entrepreneurs de Géorgie

Un autre projet récemment approuvé par la CEB, pour un montant de € 2,5 millions, vise à financer des micros et petites entreprises de Géorgie par l'intermédiaire de l'institution de microcrédit Credo, l'une des plus importantes du pays. Le prêt vise à soutenir la création et la préservation d'activités génératrices de revenus, le travail indépendant, ainsi que la création et le développement de microentreprises, notamment en milieu rural.

Credo ciblera les petits entrepreneurs des secteurs de l'agriculture, du tourisme et du commerce, qui éprouvent des difficultés à obtenir un financement auprès des banques commerciales. Les fonds de la CEB devraient bénéficier à de nombreux entrepreneurs et produire des effets socioéconomiques extrêmement positifs sur un segment vulnérable de la population active.

PAGE 12 LE GRAND POTENTIEL DE LA PETITE ENTREPRISE

Contribuer à la croissance des petites entreprises italiennes

La Cassa Depositi e Prestiti (CDP) est un emprunteur important de la CEB en Italie. CEB Info a rencontré Antonella Baldino, Directrice des affaires de la CDP.

Info : Portée par le programme de prêt de la CEB de € 150 millions, la CDP soutient les objectifs du *Plafond Beni Strumentali*, une mesure anti-crise mise en place par le Ministère du Développement économique visant à stimuler la croissance économique. Pouvez-vous nous citer quelques-unes des caractéristiques de ce programme ?
AB : Le *Plafond Beni Strumentali* est un instrument unique et organique, le premier du genre en Italie, qui associe aides du Ministère du Développement économique, financements de la part de la CDP et prêts accordés par le système financier. L'effet de levier des fonds publics ainsi déployés exploite au mieux les ressources privées qui viennent en soutien à l'initiative.


Antonella Baldino, Directrice des affaires de la CDP

Le programme permet aux micros, petites et moyennes entreprises (TPE/PME) d'accéder à des financements issus du système financier pour acquérir de nouvelles machines, des équipements et autres biens d'investissement à des fins de production, ainsi que des logiciels et du matériel informatiques ou encore des technologies numériques. Les TPE/PME perçoivent une aide du Ministère afin de bonifier une partie des intérêts appliqués au financement de l'investissement.

Depuis le lancement de l'instrument, la CDP a accordé des financements à des conditions encadrées et joué un rôle central entre le Ministère et le système financier grâce à son réseau territorial.

Info : Quel a été l'impact du *Plafond Beni Strumentali* depuis son entrée en application en 2014 ?
AB : Le Plafond est une réussite pour l'Italie. C'est la preuve qu'une bonne coordination entre les différentes parties prenantes concernées est source de rapidité et d'efficacité même lorsqu'il s'agit de gérer des mesures de soutien complexes.

Les chiffres l'attestent : depuis 2014, plus de 21 000 TPE/PME ont pu bénéficier de financements à hauteur d'environ € 5,5 milliards, dont près de € 423 millions de contributions du Ministère au titre des bonifications de taux d'intérêt.

Ces dix dernières années, aucune mesure incitative publique mise en œuvre en Italie n'a produit de résultats aussi significatifs, qui plus est durant la difficile phase actuelle du cycle économique.

Le Plafond Beni Strumentali fait partie d'un ensemble plus étendu de programmes de soutien économique dédiés mis en place par la CDP et grâce auxquels nous avons affecté environ € 70 milliards depuis 2009 pour aider les TPE/PME, l'environnement, les régions frappées par les tremblements de terre, l'accession à la propriété immobilière et les mesures d'amélioration de l'efficacité énergétique. Ces instruments de la CDP ont permis d'identifier et de soutenir la propension à investir, particulièrement faible ces dernières années.

Info : L'appui aux TPE/PME compte depuis longtemps parmi les priorités de la CEB. Comment évalueriez-vous la collaboration des deux institutions dans ce secteur jusqu'à présent ?
AB : Le *Plafond Beni Strumentali* constitue la première coopération entre les deux institutions et permet à la CDP de maintenir les conditions économiques du Plafond à un niveau aussi bas que possible. Et ce, avec des effets positifs pour les initiatives d'investissement et pour l'emploi à l'échelle des entreprises italiennes de plus petite taille.

L'excellente collaboration expérimentée dans le cadre de cette opération a déjà ouvert la voie à de nouveaux projets communs, et nos services respectifs se sont mobilisés en vue de fournir un soutien continu aux TPE/PME ainsi qu'aux territoires du centre de l'Italie touchés par les récents tremblements de terre.

LA CASSA DEPOSITI E PRESTITI (CDP)

Fondée à Turin en 1850 afin de recevoir des dépôts en sa qualité de "lieu de confiance publique".

La CDP encourage les initiatives entrepreneuriales génératrices de valeur pour la collectivité, le développement des territoires et des infrastructures stratégiques ainsi que la croissance et l'expansion à l'international des entreprises italiennes.

En 2015, l'Union européenne et le Parlement italien lui ont octroyé le statut d'Institution de développement nationale.



Le grand potentiel des petites entreprises

Les micros, petites et moyennes entreprises (TPE/PME) représentent près de 99% de l'ensemble des entreprises au sein de l'UE et plus de 95% de celles exerçant leurs activités dans les pays de l'OCDE. Leur manque d'accès au financement pèse très lourdement sur la croissance, mais la CEB propose des solutions pour soutenir ces entreprises qui ont une fonction essentielle.

Mettre les TPE/PME en perspective

Les dernières statistiques d'Eurostat révèlent que plus de 90 millions des actifs dans l'UE (soit deux sur trois) sont employés par des TPE/PME : ces dernières jouent ainsi un rôle majeur en matière de création et de maintien d'emplois, et contribuent largement au PIB des pays. Il en va de même pour les pays membres de la Banque qui ne font pas partie de l'UE. Bref, ces entreprises sont d'importants moteurs de la croissance économique. Leur accès aux financements est pourtant très limité, ce qui pose un problème majeur.

Pour rester compétitives dans l'environnement économique actuel, les TPE/PME doivent constamment investir dans les nouvelles technologies, optimiser les processus et innover. Tout ceci nécessite un accès stable à des financements à long terme qui, bien souvent, ne sont pas consentis par les intermédiaires financiers locaux. Les institutions de financement du développement ont par conséquent un rôle essentiel à jouer.

Un soutien vital

La création et le maintien d'emplois constituent l'un des principaux domaines d'intervention de la CEB et une priorité dans le contexte économique actuel en Europe. La CEB reconnaît le potentiel des TPE/PME comme moteurs de croissance économique, de création nette d'emplois et de cohésion sociale. C'est à ce titre qu'elle répond à leur accès limité aux financements en leur accordant des fonds à moyen et long terme.

Même si la CEB investit dans les TPE/PME depuis les années 1970, son soutien s'est intensifié au lendemain de la crise économique en Europe.

Dans le cadre du Plan de développement 2014-2016, la CEB a investi € 2,3 milliards dans le secteur des TPE/PME, soit près d'un tiers de son portefeuille. En outre, pour la seule année 2016, la Banque a approuvé € 1,18 milliard de prêts aux TPE/PME – le tiers de l'ensemble des approbations. Cette mesure fait écho aux efforts plus larges déployés à l'échelle européenne en vue de stimuler la croissance économique sur le continent, tels que le



La CEB apporte un appui croissant aux banques publiques qui financent les activités des TPE/PME. Entre 2014 et 2016, ce type de financement représentait 13% de l'ensemble des prêts consentis aux TPE/PME.

La CEB investit dans les TPE/PME depuis les années 1970. Son soutien s'est toutefois intensifié au lendemain de la crise économique en Europe.

"Plan d'investissement pour l'Europe" (aussi connu sous le nom de "Plan Juncker").

En tant que banque de développement social, la CEB soutient l'inclusion financière. Ce faisant, elle vise non seulement à atteindre un large éventail de TPE/PME dont l'accès au crédit est limité, tout en cherchant également à cibler, dans la mesure du possible, les entreprises les plus petites du secteur. En outre, la CEB finance les fournisseurs de microcrédit qui aident les personnes les plus défavorisées à être financièrement indépendantes et contribuent à transformer la vie des gens.

Dans le secteur des TPE/PME, le financement de la CEB consiste en de multiples opérations à travers l'Europe, ce qui atteste de la capacité de la Banque à répondre aux besoins, quelle qu'en soit l'origine géographique. Les fonds fournis par la CEB servent principalement à financer des projets d'investissement productif d'acquisition de machines, d'équipements, de véhicules, de bureaux et d'ateliers de fabrication, ou encore d'installations de production.

A PROPOS DE L'ICO

L'ICO est une banque publique rattachée au Ministère espagnol des Affaires économiques, de l'Industrie et de la Compétitivité.

Elle favorise les activités économiques contribuant à la croissance, au développement et à une meilleure distribution de la richesse nationale.

L'ICO a joué un rôle important dans le financement des entreprises au cours des phases les plus difficiles de la crise financière.

En 2016, les investissements de la banque ont généré ou maintenu 338 676 emplois (2% de l'emploi à temps plein total).

Promouvoir le développement de la Pologne

En 2017, la CEB a approuvé un prêt de € 100 millions en faveur de la banque polonaise BZ WBK Leasing, filiale de Bank Zachodni WBK, en vue de financer les TPE/PME à travers des opérations de crédit-bail.

L'objectif est de faciliter l'accès aux capitaux dont les TPE/PME ont besoin pour se développer et investir. Les fonds reçus doivent être utilisés pour maintenir ou créer des emplois permanents ou saisonniers. Les dépenses seront consacrées aux actifs immobilisés et à du matériel de fabrication dont l'usage est strictement réservé à l'activité économique.

"Grâce à notre offre financière, les petits producteurs locaux souhaitant ouvrir une nouvelle ligne de production ou renouveler leur parc de véhicules de livraison sans avoir les moyens d'investir auront davantage d'options, plus de flexibilité et une plus grande sécurité pour gérer leur niveau de capital actuel et leur endettement", souligne Tomasz Jąder, Vice-Président du Conseil de direction de BZ WBK Leasing.

Le dernier prêt intervient après la signature d'un accord de € 50 millions signé avec BZ WBK Leasing en 2015 et un prêt de € 100 millions consenti à Bank Zachodni WBK en 2016.

"Grâce aux nouveaux fonds de la CEB, les entrepreneurs polonais pourront continuer à exercer un impact réel sur le renforcement de notre économie. C'est une chance extraordinaire aussi bien pour les entreprises des régions les moins développées du pays que pour de petites entités locales."

Le Gouverneur de la CEB, Rolf Wenzel (à droite) avec Michał Gajewski, PDG de Bank Zachodni WBK



Renforcer des petites entreprises en Espagne

En 2017, la CEB a approuvé un prêt de € 300 millions en faveur de l'Instituto de Crédito Oficial (ICO) afin de soutenir les TPE/PME espagnoles. L'Espagne continue à enregistrer le deuxième taux le plus élevé en termes de chômage et de chômage des jeunes dans l'Union européenne. Les TPE/PME représentent 73% de l'ensemble des emplois (la moyenne de l'UE s'établit à 66%) : l'objectif est ainsi de renforcer la compétitivité des petites entreprises et de soutenir la création et le maintien d'emplois en Espagne.

Le dernier prêt de la CEB s'inscrit dans le prolongement de trois opérations antérieures approuvées en 2013, 2014 et 2016 pour un montant total de € 880 millions. L'ICO viendra augmenter le prêt de la CEB d'un montant au moins égal et procurera aux TPE/PME des financements peu coûteux en faveur d'investissements à long terme productifs. L'accent sera mis sur les TPE/PME espagnoles les plus petites, permettant par là-même de combler un déficit de financement majeur.

Les fonds de la CEB, acheminés par des intermédiaires financiers accrédités, aideront ces entreprises à financer l'acquisition d'actifs immobilisés tels que des machines, des équipements, des véhicules, des bureaux et des ateliers de fabrication.

"À la suite de cette collaboration, plus de 45 000 projets ont été financés, en tout ou partie, par le biais des mécanismes pyramidaux de l'ICO. Au vu de ces résultats positifs, nous souhaitons poursuivre notre travail en étroite collaboration avec la CEB, pour mener à bien de nouvelles opérations similaires dans un avenir proche. L'objectif est d'en faire bénéficier les PME et les travailleurs indépendants de notre pays", déclare Pablo Zalba, Président de l'Instituto de Crédito Oficial.

PAGE 11 INTERVIEW AVEC UN EMPRUNTEUR DE LA CEB, CASSA DEPOSITI E PRESTITI EN ITALIE

Porter un mandat social sur les marchés de capitaux

En avril, la CEB a émis sa première obligation d'inclusion sociale, mettant ainsi en place un nouveau moyen innovant pour financer ses projets. Ce lancement a permis à la Banque d'établir un rôle de premier plan sur le marché des obligations sociales. La CEB prévoit d'émettre des obligations d'inclusion sociale tous les ans.

Le mandat social à la fois explicite et exclusif de la CEB aligne naturellement la Banque sur ce segment du marché financier. Elle est ainsi particulièrement bien positionnée pour émettre des "obligations sociales" et en affecter le produit aux projets qui viennent à l'appui de ses objectifs stratégiques.

"Les objectifs de l'institution et ceux du marché des obligations sociales concordent naturellement", selon Arturo Seco Presencio, Directeur financier adjoint chargé des activités de financement de la CEB.

Obligation d'inclusion sociale

En avril 2017, la CEB a lancé sa première émission obligataire d'inclusion sociale d'un montant de € 500 millions, avec une échéance à sept ans, qui a suscité l'intérêt des investisseurs au-delà d'un milliard d'euros. Cette émission a fait suite à une série de réunions avec les investisseurs, à travers l'Europe, destinées à présenter le cadre des obligations d'inclusion sociale de la CEB (*CEB' Social Inclusion Bond Framework*). Ce dernier a fait l'objet d'un second avis favorable de la part de l'agence de notation extra-financière spécialisée Sustainalytics.

Conformément au cadre des obligations d'inclusion sociale déjà cité, les produits de cette obligation seront réservés au financement de prêts éligibles en faveur du logement social, de l'éducation et de la formation professionnelle, ainsi que du maintien et de la création d'emplois dans les micros, petites et moyennes entreprises.

Crédit Agricole CIB, Rabobank, DZ Bank et Goldman Sachs International sont intervenues en tant que banques chefs de file de cette transaction. Pierre Blandin, Directeur SSA DCM au Crédit Agricole CIB, seule banque à conseiller la CEB sur l'aspect structuration, déclare : "Le Crédit Agricole CIB a été honoré de conseiller la CEB sur la structuration et le lancement de sa toute première émission d'obligations d'inclusion sociale. Le fait qu'un "*pure player*" comme la CEB apporte son leadership et son expertise constitue une étape clé dans le développement du secteur des obligations sociales."

En émettant des obligations d'inclusion sociale pour financer le développement socioéconomique en Europe, la CEB agit conformément à son mandat social et capitalise sur sa vaste expérience en matière d'investissements sociaux dans les collectivités européennes. À propos de la démarche, le Gouverneur de la Banque, Rolf Wenzel, déclare : "La CEB est fière de cette première émission. C'est un grand pas en avant pour la promotion de la cohésion sociale en Europe dans le cadre du nouveau Plan de développement 2017-2019 de la Banque."

Collaboration interne

Qu'est-ce qui distingue les obligations sociales des émissions obligataires courantes? Les premières imposent aux émetteurs de rendre compte de la manière dont l'argent est dépensé et son impact. Conformément aux bonnes pratiques du marché et aux recommandations de l'Association internationale des marchés de capitaux (*International Capital Markets Association, ICMA*), la CEB s'est engagée à publier son Rapport sur l'inclusion sociale en 2018, un an après l'émission.

Les exigences rigoureuses en matière de reporting dans le cadre des obligations sociales demandent une collaboration interne plus étendue que les opérations de financement courantes. Alors que la préparation de telles opérations requiert généralement l'assistance de diverse services, il a été essentiel cette fois pour la Direction financière de travailler main dans la main avec la Direction des Prêts et du Développement Social.

"Grâce à une excellente coordination interne et à des équipes proactives à tous les niveaux, l'opération s'est déroulée sans accrocs. C'est un très bon exemple d'un travail d'équipe au service d'un objectif commun", souligne M. Seco Presencio.

Le fait que la CEB dispose déjà de mécanismes de suivi solides a grandement facilité le processus. Dans son évaluation du cadre de la CEB, Sustainalytics a en particulier relevé la "fiabilité des processus de contrôles préalables pour collecter des informations significatives sur l'impact des interventions effectuées".



"Cette démarche a suscité un vif d'intérêt chez des investisseurs qui d'ordinaire n'auraient pas participé à nos opérations courantes."

Arturo Seco Presencio,
Deputy CFO, CEB



Le produit des obligations d'inclusion sociale financera des prêts en faveur du logement social, de l'éducation et de la création d'emplois.

Solliciter de nouveaux investisseurs

L'un des objectifs de l'obligation d'inclusion sociale est d'élargir la base d'investisseurs, de la CEB, conformément à sa stratégie de financement. "Notre but est d'attirer autant de catégories d'investisseurs que possible. Cette démarche a suscité un vif intérêt chez des investisseurs qui d'ordinaire n'auraient pas participé à nos opérations courantes. Certains d'entre eux ne suivent pas seulement une optique durable, ils ont aussi une vocation strictement sociale", explique M. Seco Presencio.

Selon les conditions du marché, la CEB prévoit de lancer une obligation d'inclusion sociale par an. Cette année déjà, les € 500 millions de l'obligation sociale représentent un sixième du financement global de la Banque, soit un montant considérable.

Leadership sur le marché

La CEB est membre de l'ICMA, une organisation cadre qui regroupe des émetteurs, des intermédiaires, des investisseurs et des fournisseurs d'infrastructures du marché financier issus de 60 pays à travers le monde. La Banque fait partie du groupe de travail de l'ICMA sur les obligations sociales depuis sa création début 2016. La même année, l'ICMA a publié des directives à l'intention des émetteurs d'obligations sociales auxquelles la CEB a contribué.

Selon Arturo Seco Presencio, la CEB y accorde de l'importance, non seulement pour accroître sa visibilité sur le terrain mais aussi pour pouvoir se positionner comme l'un des leaders sur ce segment. D'après lui, on peut faire un parallèle avec le marché obligataire vert, lequel, à l'initiative d'organisations supranationales, a ensuite attiré un large éventail d'émetteurs, dont des banques, des entreprises et des municipalités. "Nous voulons créer un élan similaire pour les obligations sociales et essayer d'orienter le marché vers notre objectif, à savoir améliorer la cohésion sociale en Europe", conclut-il.

"La CEB est fière de cette première émission. C'est un grand pas en avant pour la promotion de la cohésion sociale en Europe dans le cadre du nouveau Plan de développement 2017-2019 de la Banque."

Rolf Wenzel, Gouverneur de la CEB

PAGE 08 COMMENT LA MICROFINANCE PEUT FAIRE LA DIFFÉRENCE POUR LES TPE/PME

Quelques chiffres

Émission obligataire d'un montant total de
€500 millions

Échéance à
7 ans

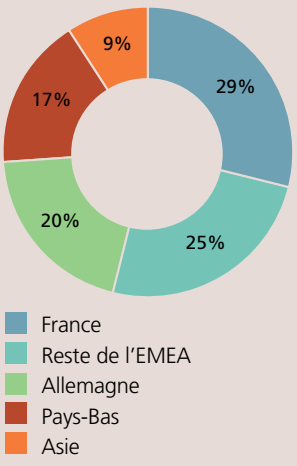
Intérêt des investisseurs au-delà de
€1 milliard

Coupon annuel de
0,125%

Répartition par type d'investisseur :

- Gérants d'actifs : 30%
- Banques : 25%
- Banques centrales et institutions publiques : 24%
- Fonds de pension et d'assurance : 21%

Répartition géographique



Des solutions adaptées au développement social

Rosa María Sánchez-Yebra Alonso a été nommée Vice-Gouverneur Stratégie de Développement Social de la CEB en juin 2016. À l'occasion d'une rencontre avec CEB Info, elle nous décrit son parcours professionnel et nous explique comment, selon elle, la Banque pourrait gagner en efficacité.

Info : Compte tenu de votre expérience et de votre parcours, qu'allez-vous apporter à la CEB en votre qualité de Vice-Gouverneur Stratégie de Développement Social ?
S-YA : Les postes de direction que j'ai pu occuper m'ont permis d'acquérir une connaissance approfondie des questions macroéconomiques et financières qui se posent à l'échelle européenne et internationale. Je suis également bien au fait des défis que l'ensemble des pays doivent relever aujourd'hui, au lendemain de la crise. Nous devons renforcer la dimension sociale des politiques marcoéconomiques, et c'est dans ce domaine que je pourrai mettre à profit mon expérience.

Info : Étant donné les défis auxquels l'Europe est actuellement confrontée, quel rôle la CEB peut-elle jouer ?
S-YA : Nous devons trouver un moyen d'aider les gouvernements à renforcer leur responsabilité sociale. La plupart des États européens sont entravés par leur déficit public et leur dette, et n'ont que très peu de marge de manœuvre pour répondre aux demandes sociales. Nous devons les soutenir et leur proposer des solutions. En tant que banque sociale, notre mission est d'appuyer les efforts des administrations publiques et des décideurs afin de mettre en place toutes les politiques qui contribuent à la réduction des inégalités, en termes non seulement de revenu mais également d' laccès aux différentes opportunités. C'est ainsi que nous pourrons contribuer à un développement durable et inclusif, et par là même à des sociétés plus justes en Europe.

Nous avons également un rôle majeur à jouer dans la crise des migrants et des réfugiés, un défi immense tant du point de vue politique que pour la stabilité de l'Europe. La CEB est intervenue sans tarder et a offert des solutions rapides aux gouvernements les plus touchés par les flux de migrants. Nous devons maintenant réfléchir à des politiques d'intégration.

Info : Comment la CEB peut-elle agir le plus efficacement possible ?
S-YA : La CEB compte 41 États membres, tous très différents les uns des autres. Nous devons comprendre les besoins spécifiques de chaque pays de façon à pouvoir leur offrir des solutions adaptées. C'est la clé. Ces solutions ne se limitent pas au montage financier, composé de différents instruments adaptés aux besoins et à la capacité d'absorption du pays, elles couvrent également le cycle des projets dans son ensemble, depuis les phases en amont d'identification et de conception à la mise en œuvre du projet en soi.

Nous devrions également unir nos forces à celles d'autres organisations multilatérales œuvrant sur le terrain de façon à proposer au client une offre complète. La valeur ajoutée d'une solution commune se révélera bien supérieure à la somme des valeurs ajoutées que peut apporter chaque institution.

Je tiens à souligner que je suis très impressionnée par le travail mené par la Banque et par les compétences de ses équipes. La CEB parvient à rester très compétitive sur le marché, en termes de prix mais aussi grâce à la souplesse dont elle fait preuve pour répondre aux besoins spécifiques des pays. L'augmentation du portefeuille de prêts en atteste.

ROSA MARÍA SÁNCHEZ-YEBRA ALONSO

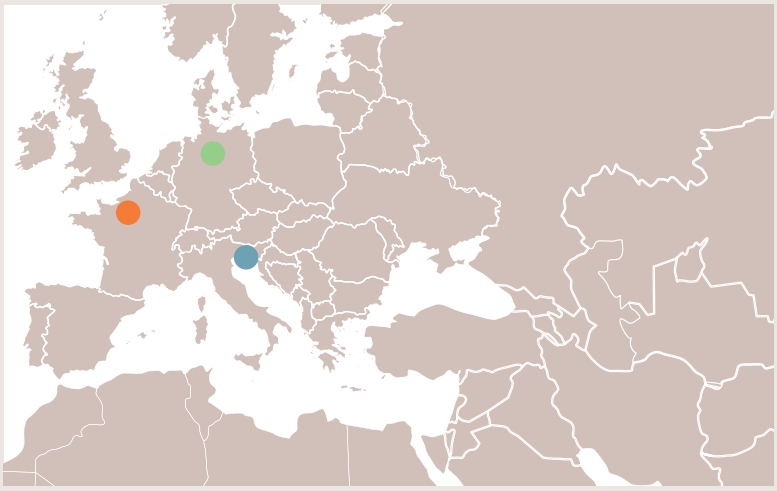
Nommée Vice-Gouverneur Stratégie de Développement Social de la CEB en juin 2016

A occupé des postes à haute responsabilité dans l'administration publique en Espagne, notamment en tant que Chef de cabinet auprès du Ministre de l'Économie et de la Compétitivité et, plus récemment, en tant que Secrétaire générale du Trésor et de la Politique financière.



Agenda Juillet-septembre 2017

Plusieurs réunions et événements dans le domaine du développement se tiendront tout au long de l'été et au début de l'automne. En voici un aperçu, aux côtés des dernières publications de la CEB.



10 juillet, Paris :

Conférence CEB-Groupe Caisse des Dépôts 'Financer les infrastructures sociales pour soutenir une croissance inclusive en Europe'

Cette conférence portera sur les besoins spécifiques de financement dans les infrastructures sociales, les meilleures pratiques que ces besoins requièrent, ainsi que les dispositifs de financement innovants.

7-8 juillet, Hambourg :

Sommet du G20 sous le thème 'Formons un monde interconnecté'

Hambourg accueillera la douzième réunion du G20. Les chefs d'État et de gouvernement des principales économies de marché industrialisées et émergentes se réuniront pour discuter de coopération sur un large éventail de questions.

Plus d'infos sur : www.g20.org

12 juillet, Trieste :

Quatrième Sommet des Balkans occidentaux

L'Italie organise le sommet annuel des Balkans occidentaux dans le cadre du 'Processus de Berlin' pour l'intégration européenne des pays de la région. Les participants se composent de représentants de la Bosnie-Herzégovine, de la Serbie, du Monténégro, du Kosovo, de "l'ex-République yougoslave de Macédoine", de l'Albanie, d'États membres de l'UE et de grandes institutions financières.

Plus d'infos sur : europeanwesternbalkans.com

29 septembre, Paris :

Réunion du Conseil d'administration de la CEB

Ce sera la quatrième des cinq réunions du Conseil cette année. Le Conseil est composé d'un représentant de chaque État membre de la CEB et son rôle comprend l'approbation de nouveaux projets d'investissement.

Plus d'infos sur : coebank.org/fr/about/structure-management/administrative-council

PROCHAIN NUMÉRO D'**info** EN OCTOBRE

Nos dernières publications

Toutes les publications de la CEB peuvent être téléchargées sur notre site coebank.org. Cliquer sur actualités et publications.



RAPPORT ANNUEL 2016 DU FONDS DU PROGRAMME RÉGIONAL DE LOGEMENT (RHP)

Le Fonds du RHP est géré par la CEB. Le rapport détaille les progrès du Fonds en 2016, année au cours de laquelle un nombre record de logements a été mis à disposition de familles vulnérables.



RAPPORT SUR LES DONATEURS 2016

Les donateurs sont des partenaires essentiels de la CEB. Ce rapport (en anglais) détaille les projets récents et les réalisations de la Banque rendues possibles grâce à leur soutien.



STRATÉGIE 2017-2019 DE LA CEB

Ce document stratégique examine les réalisations de la CEB ainsi que ses défis et décrit ses objectifs stratégiques sur une période de trois ans.

TÉLÉCHARGEZ LES PUBLICATIONS DE LA CEB SUR **https://coebank.org/fr/news-and-publications/ceb-publications/**

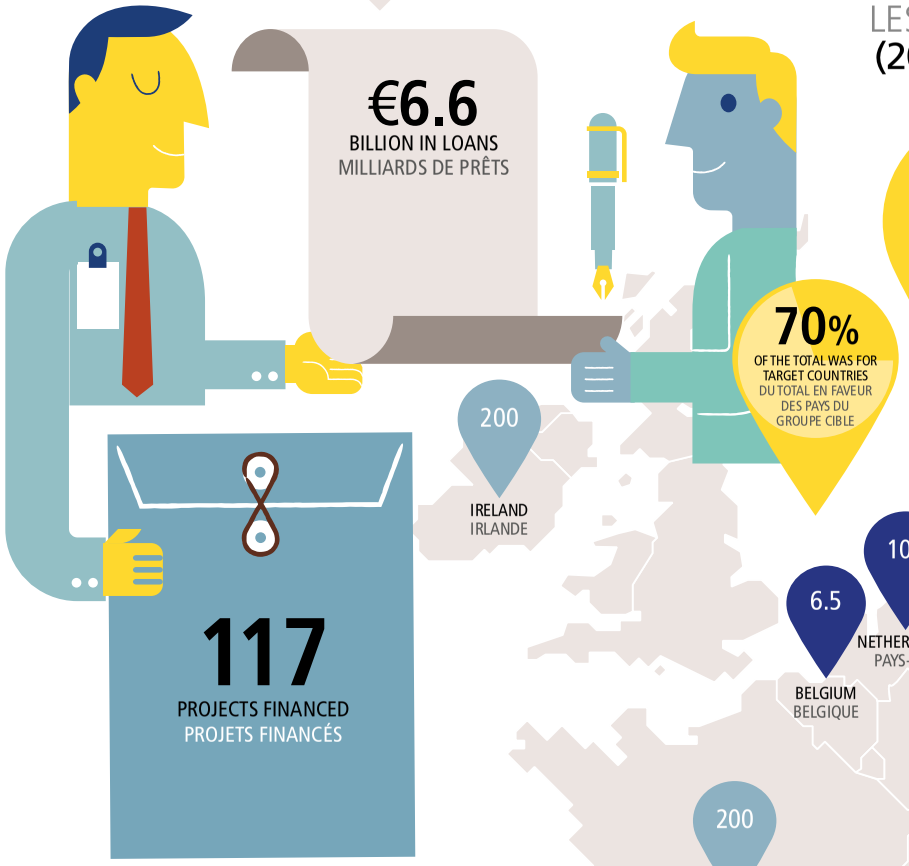
Supporting MSMEs
Soutenir les TPE/PME

Discover how CEB funding is enhancing opportunities for small businesses in member states.

Découvrez comment les financements de la CEB accroissent les opportunités pour les petites entreprises dans les États membres de la Banque



MSMEs
THE BIG FIGURES
TPE/PME
LES CHIFFRES
(2007-2017)



27
COUNTRIES
PAYS

70%
OF THE TOTAL WAS FOR TARGET COUNTRIES
DU TOTAL EN FAVEUR DES PAYS DU GROUPE CIBLE

INVESTMENT IN € MILLION
INVESTISSEMENTS EN MILLIONS D'EUROS

- ≤100 — ALBANIA, BELGIUM, ICELAND, GEORGIA, LATVIA, LITHUANIA, THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA, MONTENEGRO, NETHERLANDS, PORTUGAL, REPUBLIC OF MOLDOVA, SERBIA, SLOVENIA
  ALBANIE, BELGIQUE, ISLANDE, GÉORGIE, LETTONIE, LITUANIE, "L'EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE," MONTÉNÉGRO, PAYS-BAS, PORTUGAL, RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA, SERBIE, SLOVÉNIE
- ≤200 — BOSNIA AND HERZEGOVINA, BULGARIA, CROATIA, FRANCE, GERMANY, IRELAND, SLOVAKIA, SLOVENIA
  ALLEMAGNE, BOSNIE-HERZÉGOVINE, BULGARIE, CROATIE, FRANCE, IRLANDE, RÉPUBLIQUE SLOVAQUE
- ≤300 — CZECH REPUBLIC, HUNGARY, ROMANIA, SLOVAKIA
  HONGRIE, RÉPUBLIQUE TCHÈQUE, ROUMANIE
- ≤400 — ITALY
  ITALIE
- >500 — POLAND, SPAIN AND TURKEY
  ESPAGNE, POLOGNE, TURQUIE

4 ICELAND / ISLANDE
200 IRELAND / IRLANDE
6.5 BELGIUM / BELGIQUE
100 NETHERLANDS / PAYS-BAS
200 GERMANY / ALLEMAGNE
260 CZECH REPUBLIC / RÉPUBLIQUE TCHÈQUE
1626.5 POLAND / POLOGNE
10 LITHUANIA / LITUANIE
33 LATVIA / LETTONIE
103 SLOVAKIA / RÉPUBLIQUE SLOVAQUE
200 FRANCE
100 SLOVENIA / SLOVÉNIE
245.2 HUNGARY / HONGRIE
270 ROMANIA / ROUMANIE
10 REPUBLIC OF MOLDOVA / RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA
22 GEORGIA / GÉORGIE
358 ITALY / ITALIE
122.5 CROATIA / CROATIE
90 SERBIA / SERBIE
8 BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE-HERZEGOVINE
189 MONTENEGRO
145 BULGARIA / BULGARIE
34 "THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA" / "L'EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE"
5 ALBANIA / ALBANIE
980 TURKEY / TURQUIE
10 PORTUGAL
1333 SPAIN / ESPAGNE

Soutenir les TPE/PME